

CHAPITRE 4.
LES STRATÉGIES D'IMPLANTATION
LOCALE DE DÉFI, DU PTB ET DU PP À
L'AULNE DU SCRUTIN LOCAL DE 2018

Emilien Paulis et Camille François

INTRODUCTION

Malgré un système proportionnel de liste, l'offre politique en Belgique francophone fut longtemps restreinte et peu fragmentée. Illustrant la forte pilarisation de la société belge, la compétition électorale, même au niveau local, était concentrée autour des trois grandes familles politiques traditionnelles (Deschouwer, 2012) : les socialistes (PS), les libéraux (MR) et les démocrates-chrétiens (cdH). Elle est donc longtemps restée imperméable à l'émergence de nouveaux partis, notamment à cause des contraintes institutionnelles qui pèsent sur ces derniers. En effet, tant les règles en matière de financement des partis que d'élection (le seuil de représentation fixé à 5 % ou encore la taille de certaines circonscriptions) encouragent cette hégémonie en favorisant les partis qui sont déjà représentés dans les institutions.

Pourtant, en dépit de l'omniprésence historique des trois grandes familles, l'offre politique proposée au niveau local s'est considérablement fragmentée au fil du temps (Dandoy et al., 2013 ; Blaise et al. 2018), suite à l'émergence et la persistance de deux types de formations politiques. D'une part, depuis les années 1960, les nouveaux partis ont gagné du terrain, souvent en s'appuyant sur le niveau local comme force d'impulsion pour les autres niveaux de pouvoir. L'éclosion et la persistance de DéFI (depuis les années 1960), d'Écolo (depuis les années 1980) ou du PTB (depuis les années 2000) démontrent bel et bien que l'offre politique, tant localement qu'au niveau régional et fédéral, a subi des changements substantiels. D'autre part, plus récemment, le phénomène des listes a-partisanes et des listes citoyennes (voir chapitre 2), qui prennent forme et se présentent uniquement dans le cadre des élections locales, est un deuxième indicateur qui tend à pointer vers une fragmentation accrue de l'offre proposée au niveau local ou à tout le moins de certaines transformations.

Le contexte actuel de méfiance du citoyen (Norris, 2011 ; van der Meer, 2017) – ravivé en Wallonie et à Bruxelles suite à différents scandales qui ont éclaté en préambule aux dernières élections locales³³ – ainsi que les résultats du scrutin local de 2018 ont encouragé les politologues belges à se concentrer de manière plus précise sur ces deux grandes tendances. Si les listes citoyennes et a-partisanes sont traitées dans le chapitre 2 de cet ouvrage, alors qu'Écolo, de par sa taille et son statut actuel, est appréhendé dans le chapitre sur les partis traditionnels (chapitre 3), le présent chapitre s'intéresse à trois nouveaux partis (DéFI, PP et PTB), de plus petites tailles, qui lorgnent, chacun dans une mesure différente, sur l'hégémonie des quatre « grands partis » dominants (PS, MR, cdH, et Écolo). Par ailleurs, ces trois « petits » partis se démarquent d'autres petites formations par une représentation parlementaire fédérale au moment du scrutin communal de 2018. Les « nouvelles » et « petites » formations politiques ne sont pas totalement ignorées par la science politique contemporaine (Tavits, 2008 ; Spoon, 2011). Cependant, les études sur les élections locales leur accordent moins d'intérêt. C'est pourquoi

³³ On peut penser notamment aux affaires liées au Samusocial, à Publifin, à Nethys ou à Gial (RTBF, en ligne, 31/08/2018, « Les scandales politiques décrédibilisent la sphère politique, mais à quel point ? » https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_les-scandales-politiques-decredibilisent-la-sphere-politique-mais-a-quel-point?id=10007172).

l'objectif principal de ce chapitre d'analyser les stratégies d'implantation locale développées par DéFI, le PP et le PTB, ainsi que sa récente évolution. Étant donné que le scrutin de 2018 s'est avéré un test important pour ces formations qui ont toutes augmenté le nombre de listes qu'elles proposaient par rapport à 2012, les résultats obtenus par les listes de ces formations nous permettent également de discuter de l'efficacité des stratégies développées par ce type de partis dans l'élection locale et de leur impact potentiel sur les systèmes partisans locaux en Belgique francophone. En outre, des éléments de réflexion plus précis quant au développement et à la réussite (l'échec) de leurs stratégies d'implantation sont également proposés tout au long du chapitre.

1. DÉFI, PTB, PP : UNE OFFRE POLITIQUE EN MUTATION

Avant d'analyser précisément l'évolution de l'offre que ces trois partis proposent au niveau local en Belgique francophone, il est important, d'abord, de revenir sur leur singularité et sur le type de stratégies que l'on peut s'attendre à voir adoptée par chacun de ces partis. En effet, la science politique tend à analyser les partis selon trois grands objectifs stratégiques – qui ne sont pas pour autant mutuellement exclusifs – et la place qu'ils octroient à ces derniers (Wolinetz, 2002). On distingue ainsi les stratégies dites de « *vote-seeking* » ou de « maximisation des voix », directement liées à la vocation pour un parti de gagner les élections en élargissant son électorat, des stratégies de « *policy-seeking* » (donner la priorité à certains enjeux spécifiques ou à un programme idéologique) ou d'« *office-seeking* » (sécuriser les postes exécutifs et/ou la participation au pouvoir dans des systèmes de coalitions).

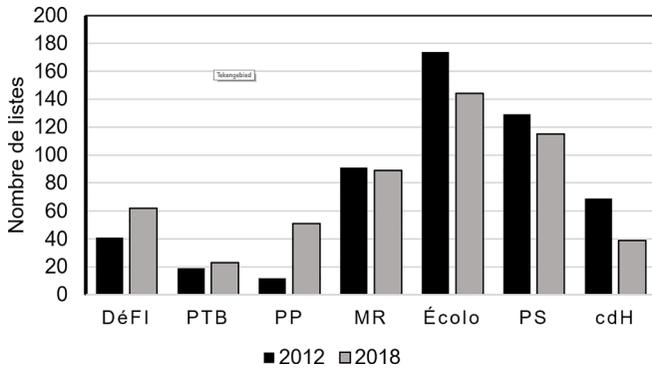
DéFI est un parti régionaliste, né du clivage linguistique qui a progressivement structuré la politique belge à partir des années 1960 (Dujardin & Delcorps, 2014). Fort d'un ancrage historique à Bruxelles et dans les communes à facilités du Brabant flamand, son implantation locale en Wallonie restait, jusqu'au scrutin de 2018, cantonnée à quelques zones de force dans le Brabant-Wallon. Le changement de nom du parti en 2015, passant de l'appellation « Fédéralistes démocrates francophones » à « Démocrates fédéralistes indépendants » amorce en amont l'intention du parti de s'exporter au-delà de ses bastions traditionnels et de rompre avec l'image d'un parti bruxello-centré, axé principalement sur la défense des citoyens francophones. Placé plutôt au centre de l'échiquier politique, DéFI propose un programme libéral sur le plan économique et progressiste sur le plan social et sociétal. Si DéFI a émergé avant tout comme un parti bâti sur une division sociétale et une priorité programmatique importante (le clivage linguistique et la défense des francophones), tentant ainsi de redéfinir l'agenda politique à Bruxelles à travers cet enjeu spécifique, les évolutions récentes du parti laissent supposer deux stratégies potentiellement différentes en Wallonie et à Bruxelles. D'une part, en Wallonie, le parti se construit et devrait dès lors chercher à maximiser ses efforts pour développer une offre conséquente dans des zones où il a des chances d'obtenir des sièges (les grandes villes) et rencontrer un électorat « moyen », ou plus largement un électorat wallon qui cherche une alternative aux familles politiques traditionnelles.

D'autre part, à Bruxelles, la situation de départ est quelque peu différente au vu de l'ancrage historique du parti dans certaines communes. Le parti devrait prioritairement orienter sa stratégie vers la reconduction de ses mandats exécutifs locaux existants, notamment en sécurisant ses postes de bourgmestres dans les trois communes bruxelloises qu'il domine, mais aussi en renforçant son nombre de conseillers communaux dans les autres en vue d'avoir une position de poids dans les négociations de majorités. Un élément de contexte important a potentiellement amené le parti à déployer aussi une ambition plus électoraliste en parallèle. Les différentes affaires qui ont entaché la vie politique bruxelloise et jeté du discrédit sur des élus issus de formations traditionnelles (ladite « crise de la gouvernance ») pourraient avoir permis à DÉFI de miser aussi sur une stratégie qui cherche à glaner un électorat plus large à Bruxelles, en puisant parmi les électeurs déçus des formations traditionnelles.

Les deux autres partis analysés dans ce chapitre se situent aux antipodes de l'axe idéologique gauche-droite et répondent davantage à des logiques contestataires. Le Parti du travail de Belgique (PTB) est une formation de gauche radicale dont les racines communistes peuvent être retracées jusqu'aux années 1970 (Delwit & De Waele, 1996 ; Delwit, 2014). En 2014, le parti se renforce grâce à un regroupement significatif de plusieurs mouvements marxistes et anticapitalistes, rompant quelque peu avec la division habituellement forte dans cette partie de l'échiquier politique belge (Dohet & Faniel, 2012). Les zones de force du parti sont historiquement le bassin liégeois, et, dans une moindre mesure, carolorégien, où le parti concentre, depuis les élections communales de 2000, la majorité de ses efforts en vue d'obtenir des résultats significatifs. Depuis toujours, le PTB est un parti qui s'ancre dans un projet idéologique fort et qui s'appuie sur une dynamique organisationnelle très centralisatrice. Dès lors, tant à Bruxelles qu'en Wallonie, cela devrait s'illustrer singulièrement à travers une volonté de contrôler et de limiter l'offre politique proposée sous l'égide du parti national afin d'en assurer sa cohérence idéologique, mais aussi et surtout ses performances.

De plus petite taille et situé à l'opposé du spectre politique gauche-droite, le Parti Populaire (PP) est une dissidence du Mouvement Réformateur qui prétend incarner la « droite de la droite », en proposant un corpus idéologique d'extrême droite, ouvertement populiste, ethnocentré et qui défend des positions ultralibérales (Jacquemin, 2017). Si l'extrême-droite francophone est très parcellaire et n'a pas de véritable poids politique à l'heure actuelle (Delwit, 2011), le PP est une preuve qu'elle existe bel et bien et qu'elle tente de développer un ancrage local qui lui a toujours fait défaut. Pour y remédier et donner foi « coûte que coûte » à son projet populiste au niveau, cela devrait se traduire par une stratégie d'augmentation extensive du nombre de listes sous l'étiquette du parti national, notamment dans les grandes communes wallonnes et bruxelloises où les chances d'obtenir un mandat sont plus importantes.

Figure 4.1. Évolution du nombre de listes « nationales » en Belgique francophone (7 partis principaux)



Note : les listes non-nationales qui peuvent en fait se raccrocher à certaines formations traditionnelles ne sont pas prises en compte dans nos différents graphiques et analyses.

La figure 4.1 montre qu'il y a en effet une augmentation significative de l'offre électorale liée à ces trois « petits partis » nationaux lors du scrutin communal de 2018. Quant à celle apparentée formellement aux « grands partis » nationaux, elle diminue aux profits des listes non-nationales, elles-mêmes partagées entre listes quasi-nationales (qui peuvent souvent, dans les faits, être associées à un ou plusieurs grands partis, bien que nous n'ayons pas fait l'exercice ici) et listes strictement locales (qui là s'apparentent à des listes ne répondant aucunement à des logiques partisanes nationales, voire totalement a-partisanes). Néanmoins, comparative-ment et proportionnellement aux grandes écuries, les listes de ces petits partis nationaux restent moins bien représentées dans la compétition électorale locale en Wallonie et à Bruxelles (à l'exception de DéFI à Bruxelles). De plus, cette offre est bien souvent plus limitée si on tient compte du caractère complet des listes (voir tableau 4.1) : 54 % de listes complètes chez DéFI (notamment grâce à Bruxelles), 43 % pour le PTB et seulement 10 % pour le PP. À titre de comparaison, plus de 71 % des listes non-nationales étaient complètes, alors que ce chiffre grimpe à 76 % pour les listes nationales d'Écolo, 90 % pour celles du cdH, et 94 % pour celles du PS et MR. Cela témoigne en soi d'une caractéristique importante des organisations partisanes de plus petite taille qui disposent de moins de ressources et réseaux pour s'établir et recruter des candidats (Spoon, 2011).

Tableau 4.1. Evolution de l'offre électorale des petits partis (2012-18)

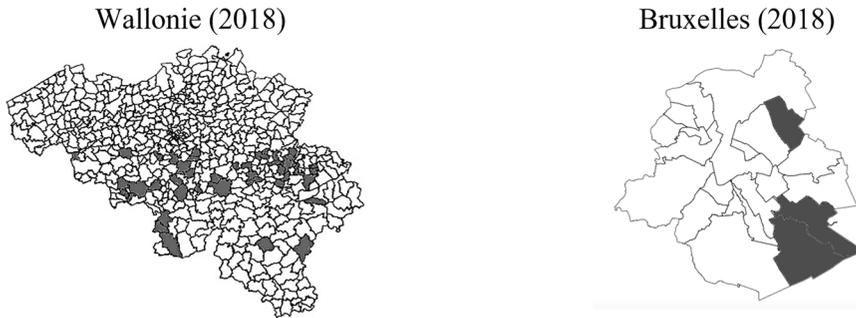
	DéFI				PTB				PP			
	N (2018)	Évolution (2012)	% communes (2018)	% listes complètes	N (2018)	Évolution (2012)	% communes (2018)	% listes complètes	N (2018)	Évolution (2012)	% communes (2018)	% listes complètes
Brabant wallon	10	- 1	37	50	0	--	0	--	7	+ 6	25,9	0
Hainaut	18	+ 11	26,1	22	5	+ 1	7,2	40	14	+ 11	20,3	7
Luxembourg	1	+ 1	2,3	0	0	--	0	--	2	+ 2	4,5	0
Liège	9	+ 7	11,7	33	10	+ 3	11,9	40	22	+ 19	26,2	13
Namur	6	+ 3	15,8	16	1	-«1	2,6	100	3	0	7,9	33
Bruxelles	18	0	94,7	94	7	+ 1	36,8	42	3	+ 1	15,8	0
Total	62	+ 21	22	54	23	+ 4	8,1	43	51	+ 39	18,1	10

Note : Pour chaque parti, le tableau décrit le nombre de listes présentées en 2018 (1^{ère} colonne), l'évolution par rapport au nombre de liste de 2012 (2^e colonne), le pourcentage de communes dans lesquelles on peut trouver une liste du parti (3^e colonne) et le pourcentage de listes complètes (4^e colonne).

En outre, il apparaît à la lecture du tableau 4.1 que l'offre développée par ces partis, ainsi que son évolution, ne sont pas uniformes quantitativement, qualitativement et géographiquement. Et ces contrastes peuvent nous éclairer sur leurs stratégies d'implantation respectives.

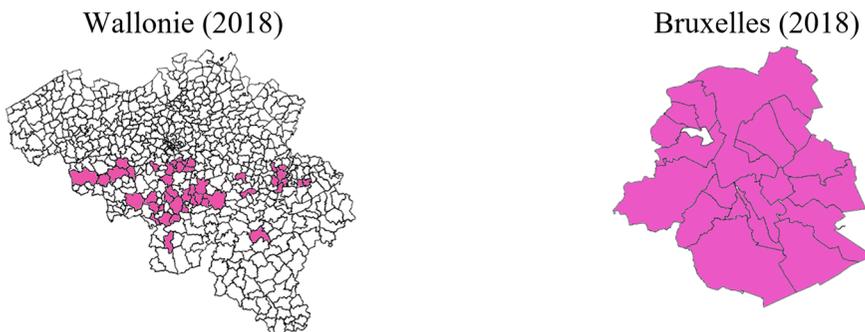
(1) Le PP est le parti qui, dans l'absolu, enregistre la plus nette progression (39 nouvelles listes pour un total de 51 listes), en quadruplant le nombre de listes par rapport à 2012. Ce grand accroissement illustre bien la volonté de faire exister un projet populiste en Belgique francophone. Il peut toutefois aussi avoir généré plus de difficulté pour ce petit parti à contrôler l'offre proposée et surtout à la rendre compétitive (90 % des listes sont incomplètes). Le parti semble davantage avoir voulu opter pour une stratégie de dépôt extensif de listes orientée vers la recherche d'un électorat potentiel, en ciblant ses développements dans certaines zones spécifiques. En effet, la stratégie d'implantation locale du PP semble avoir été concentrée dans la province de Liège (+ 19 listes), alors que les provinces de Namur (0) et du Luxembourg (+ 2) – et dans une moindre mesure Bruxelles – ont été délaissées de la stratégie du parti lors des élections de 2018. Cette observation pointe donc vers une ambition du parti d'essayer de véhiculer davantage son message dans les grandes villes des Provinces de Liège et de Hainaut, où il a plus d'opportunités de représentation, mais aussi dans certaines zones plus rurales où il semble penser pouvoir y accroître ses performances parmi les électeurs qui développent un vote plus conservateur sur les enjeux de société, voire de sécurité ou d'immigration (Delwit et al., 2019).

Figure 4.2. Localisation de l'offre du PP en Wallonie et à Bruxelles



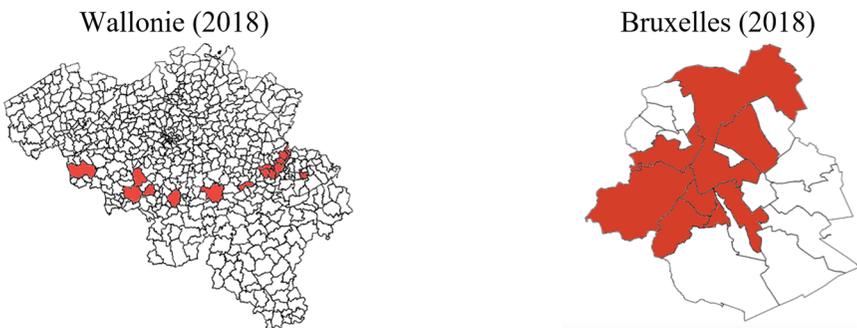
(2) DéFI augmente également son offre, en proposant 21 nouvelles listes sous l'égide du rose amaranthe (62 listes au total). Illustrant la volonté d'expansion vers la Wallonie, cette évolution se concentre largement dans les communes wallonnes, avec pour cibles privilégiées celles du Hainaut (+ 11 listes) et de la province de Liège (+ 7 listes). Porté par des aspirations électorales plus larges, il semble que ce parti concentre ses développements wallons avant tout dans des zones (semi-)urbaines où son offre est susceptible (1) d'obtenir plus de représentation au vu du nombre de sièges à pouvoir dans les conseils communaux des grandes villes, (2) de rencontrer un électorat libéral « moyen », prêt à changer éventuellement pour une préférence politique plus centriste, voire des électeurs plus généralement déçus des partis traditionnels. Parmi les trois partis analysés, DéFI est celui qui présente le meilleur taux de pénétration de son offre à l'échelon local francophone, avec un peu plus de 22 % des communes qui disposaient d'une liste DéFI lors des élections locales de 2018. C'est aussi le parti qui, des trois, présente le bilan le plus positif en termes de listes complètes, en majeure partie grâce à Bruxelles. L'assise bruxelloise de DéFI lui permet d'opter pour une stratégie totalement différente qu'en Wallonie et tout droit orientée vers la reconduction de ses mandats de bourgmestres et d'échevins, mais aussi vers la possibilité de bien se positionner pour les négociations de majorités dans les autres communes, et ce en vue d'obtenir de nouveaux mandats voire de participer à de nouveaux exécutifs.

Figure 4.3. Localisation de l'offre de DéFI en Wallonie et à Bruxelles



(3) En ce qui concerne son offre, le PTB montre une progression minimale : quatre nouvelles listes, dont trois voient le jour dans la Province de Liège, bastion historique du parti. Au contraire du PP par exemple, la logique n'est pas de déposer un maximum de listes mais surtout de les limiter. De plus, le parti capitalise sur des zones où des résultats significatifs peuvent être enregistrés, comme les chefs-lieux de province ou les grandes/moyennes villes, particulièrement le long de la dorsale industrielle wallonne (le « croissant rouge » en figure 4.4) ou dans les communes le long du canal à Bruxelles. Délaissant totalement la vie politique rurale, le PTB émerge ainsi comme un parti qui s'implante majoritairement dans des communes urbaines post-industrielles, longtemps dominées par le parti socialiste, en vue de le contester non seulement dans les discours, mais aussi dans les urnes. Dès lors que l'offre est ciblée, le taux de pénétration de l'offre électorale du PTB demeure faible : seuls 8 % des communes en Wallonie et à Bruxelles présentaient une liste PTB en 2018. Par ailleurs, proposer des listes complètes n'a pas toujours été un exercice aisé pour le parti quand il sort de sa zone de confort, comme à Tournai, par exemple, où il a déposé, en dernière minute, une liste de seulement trois candidats. Néanmoins, si on laisse Bruxelles de côté, le PTB est des trois celui qui s'en sort le plus honorablement en présentant de manière générale peu de listes, mais relativement substantielles quand elles existent.

Figure 4.4. Localisation de l'offre du PTB en Wallonie et à Bruxelles



2. EXPLIQUER LE DÉVELOPPEMENT DES STRATÉGIES ÉLECTORALES

Nous avons vu que les trois partis ont développé, chacun dans une mesure différente, une stratégie qui visait à maximiser des voix dans un certain nombre de zones géographiques spécifiques, se préservant dès lors de développer leur offre dans d'autres. Dès lors qu'ils ciblent des zones qui leur semblent être favorables, nous avons fait l'exercice d'analyser l'implantation locale des petits partis à l'aune des caractéristiques sociodémographiques et politiques des communes où ils présentaient des listes. Cela offre des perspectives intéressantes, d'une part, quant aux caractéristiques de l'électorat approché par leurs stratégies, mais nous le verrons

aussi, quant aux systèmes locaux de partis qui favorisent – ou non – leur développement en Belgique francophone.

En effet, de notre analyse, il apparaît clairement que les petits partis proposent peu de listes dans le monde rural (à l'exception de 10 listes du PP), dont les logiques politiques structurantes favorisent davantage l'émergence de listes locales ou quasi-nationales et non directement celles associées formellement à des partis nationaux. Structurés par les grands clivages nationaux, les petits partis s'implantent davantage en milieu urbain et semi-urbain, où la taille des conseils communaux à pourvoir est plus importante (plus d'opportunités de représentation) et où l'électeur local vote plus facilement en fonction des grands enjeux nationaux (Pilet et al., 2014). Ainsi, cherchant les citoyens qui se positionnent avant tout sur les questions socio-économiques, le PTB se développe en premier lieu dans les communes hautement urbanisées (plus de 60 % de ses listes). Par conséquent, ses listes se concentrent aussi dans les communes où il y a plus de diversité dans la population (cf. population d'origine étrangère) et où les inégalités socio-économiques sont plus marquées (cf. indice de richesse). À la recherche d'un électorat plus conservateur et ethnocentriste, le PP se détache des deux autres par une offre principalement concentrée dans des agglomérations semi-urbaines mais aussi rurales, où la population est moins hétérogène et où le vote socio-économique a potentiellement moins d'emprise (répartition plutôt homogène des listes par rapport à l'indice de richesse). Enfin, illustrant la volonté de passer d'un parti « du centre » à un parti plus généraliste qui séduit aussi l'électeur moyen « en périphérie », DéFI a développé une offre non négligeable dans les communes (semi-)urbaines wallonnes. S'il tend dès lors à se présenter un peu plus dans des zones où la population est moins diversifiée (qu'à Bruxelles par exemple), il est aussi celui qui s'installe le plus dans les communes les plus riches (mieux représenté des trois partis), cherchant à capter un électorat de la classe moyenne supérieure, libéral sur des questions économiques, mais potentiellement plus centriste sur les questions sociétales, en comparaison au positionnement des électeurs du MR par exemple (Delwit et al., 2019). Dans l'ensemble, le constat ici est limpide : à l'instar des grands partis, les petits partis ne courent pas tête baissée. Leur implantation locale répond à des stratégies qui ont vocation à développer leur offre là où l'électorat leur est sociologiquement favorable, là où ils pensent qu'elle pourra maximiser son rendement en obtenant des votes de certaine(s) frange(s) spécifiques de la population locale.

**Tableau 4.2. Caractéristiques sociodémographiques des communes
v. offre liée formellement aux partis nationaux**

	DéFI		PTB		PP		MR		PS		cdH		Écolo		Listes non-nationales	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Urbanisation	25	40,3	14	60,9	11	21,5	23	25,8	27	23,5	22	56,4	27	18,8	84	12,5
Communes hautement urbanisées	31	50	9	39,1	29	57	47	52,8	63	54,8	16	41	65	45,1	242	36,1
Communes faiblement urbanisées	6	9,7	0	0	11	21,5	19	21,3	25	21,7	1	2,6	52	36,1	345	51,4
Population d'origine étrangère	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
0-15 %	35	56,4	9	39,1	38	74,5	62	72,9	85	76,6	16	43,2	112	81,2	570	87,7
16-30 %	16	25,8	8	34,7	12	23,5	14	16,5	14	12,6	11	29,7	14	16,5	47	7,2
Plus de 30 %	11	17,8	6	26,2	1	2	9	10,6	12	10,8	10	27	12	8,7	33	5,1
Indice de richesse	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
0-90	27	42,9	18	78,2	19	37,2	37	41,6	48	41,7	21	53,8	47	32,6	243	36,2
91-105	16	25,4	5	21,8	18	35,2	31	34,8	41	35,7	12	30,8	48	33,3	245	36,5
Plus de 105	19	31,7	0	0	14	27,6	21	23,6	26	22,6	6	15,4	49	34	183	27,3

Néanmoins, l'implantation des petits partis reste limitée, notamment à cause de la main mise encore importante des grandes formations sur les institutions locales. Leurs stratégies peuvent être en fait étroitement conditionnées par le contexte politique et la présence des listes nationales des grands partis, plus singulièrement dans les grandes villes et centres urbains où leurs listes se déploient principalement. Le caractère de « niche urbaine » des petits partis analysés dans ce chapitre pourrait dénoter, en fait, d'une propension pour ce type de parti à se développer localement dans des systèmes de partis où ils peuvent concourir à garder la compétition locale fort nationalisée, mais où l'hégémonie dans les urnes des listes nationales liées aux familles politiques traditionnelles s'érode progressivement, constituant ainsi une structure d'opportunité favorisant leur implantation. Le tableau 4.3 donne du crédit à cette idée. Dans ce dernier cycle électoral local, l'offre des petits partis s'est particulièrement développée dans des communes où, d'abord, des listes identifiées formellement aux partis traditionnels nationaux sont présentes (nationalisation de l'offre), mais où, ensuite, elles ne sont pas hégémoniques en termes de résultats (fragmentation du système local de partis). En effet, les trois partis ont majoritairement ciblé des communes où les trois familles politiques traditionnelles étaient bel et bien représentées dans la compétition locale, mais dont les résultats cumulés ne dépassaient pas les 30 % en 2012, laissant potentiellement plus de place pour grappiller des voix. Ils semblent ainsi éviter les communes où la domination des grandes familles politiques traditionnelles est hégémonique, ces partis de plus petite taille n'ayant pas les ressources suffisantes pour concurrencer leurs réseaux en vue de proposer une offre substantielle et compétitive en termes de candidats.

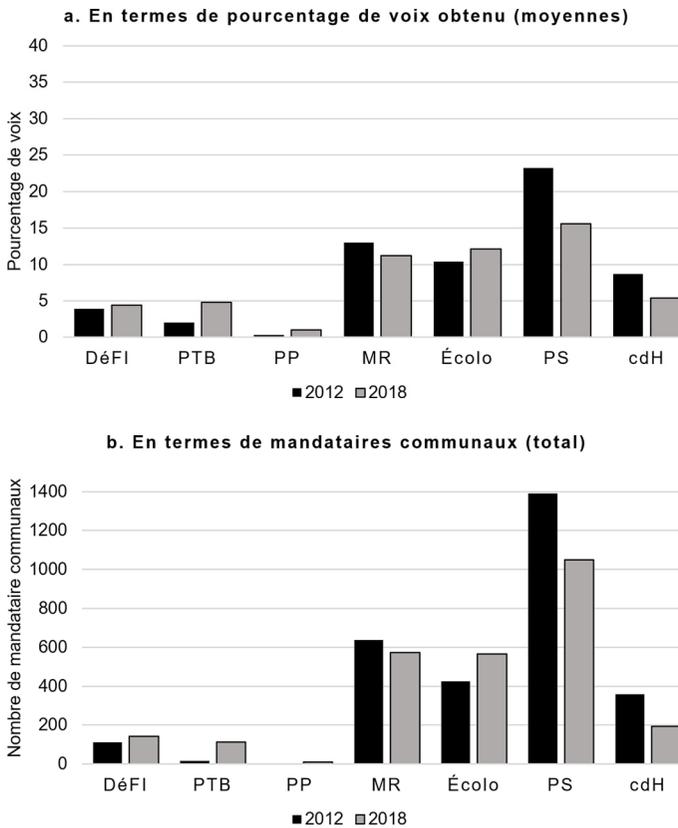
Tableau 4.3. Caractéristiques politiques des communes v. offre liée aux petits partis

Résultat total des listes nationales apparentées aux partis traditionnels (MR/PS/cdH) en 2012	DéFI		PTB		PP	
	N (2018)	Évolution (2012)	N (2018)	Évolution (2012)	N (2018)	Évolution (2012)
0-15 %	10	--	2	--	4	+ 1
16-30 %	45	+ 19	20	+ 4	28	+ 21
30-50 %	3	+ 1	1	+ 1	7	+ 6
Plus de 50 %	1	--	0	--	2	+ 1
<i>Non pertinent (pas de grands partis directement identifiables dans la commune)</i>	3	+ 3	0	-1	10	+ 10

3. LES PERFORMANCES ÉLECTORALES DES LISTES DÉFI, PTB ET PP LORS DU SCRUTIN COMMUNAL DE 2018 : DES STRATÉGIES CONCLUANTES ?

Avec Écolo, le PTB est certainement le second grand gagnant des élections communales de 2018, avec des gains importants en termes de votes exprimés et de sièges obtenus dans les conseils communaux par rapport à 2012 (voir figure 4.5). Pourtant, proportionnellement et en comparaison à la part du gâteau prise par les listes nationales des grands partis et les listes non-nationales, cette augmentation et sa traduction en sièges demeurent peu substantielles, s'inscrivent dans une dynamique où le parti partait quasi de zéro, et surtout se concentrent seulement dans certaines zones spécifiques. Le parti reste ainsi totalement absent, par exemple, du Brabant wallon ou de la Province de Luxembourg. De manière intéressante, si la percée dans son bastion historique où le parti avait par ailleurs renforcé son offre est manifeste (Province de Liège), le PTB réussit localement de belles performances dans la Province de Namur (Namur) et de Hainaut (Charleroi, La Louvière), sans pour autant avoir multiplié son nombre de listes dans d'autres communes de ces provinces. Dès lors, il semble que la stratégie de vouloir garder le contrôle sur l'offre du parti tout en cherchant à maximiser les voix dans les grandes villes et ex-communes industrielles s'est avérée payante : le parti obtient d'excellents résultats là où il a tactiquement décidé de se présenter. Il devient ainsi le 2^e parti à Charleroi, la Louvière, Seraing, Herstal, ou le 3^e parti à Liège. Il passe également de 2 à 35 élus à Bruxelles. Toutes ces percées significatives lors du scrutin local de 2018 lui ont permis, pour la première fois, d'avoir un poids réel dans la formation de certaines majorités locales. Ils lui confèrent aussi une position d'outsider en vue du triple scrutin de 2019 en lui laissant entrevoir la possibilité d'influencer la formation gouvernementale au niveau régional si les bonnes performances se confirmaient. Néanmoins, cela génère aussi un problème existentiel pour le parti : doit-il rester un parti d'opposition, qui s'ancre avant tout dans la défense d'un projet idéologique fort, ou accepter de rentrer dans des majorités, parfois aux dépens d'ambitions programmatiques ? Les pourparlers avec les partenaires de coalitions potentiels, c'est-à-dire, les autres partis de gauche comme le PS et Écolo, ont tourné court à l'issue du scrutin communal de 2018 et régional de 2019. Cette ambiguïté illustre la difficulté pour un parti protestataire de se muter en une organisation qui pourrait à l'avenir participer au pouvoir et défendre la reconduction et l'accroissement de ses mandats. Ces changements stratégiques pourraient en effet se faire aux dépens de l'essence idéologique du parti, et tant ses membres que ses leaders ne semblent pas encore prêts à entériner ce sacrifice.

Figure 4.5. Évolutions électorales des listes « nationales » en Belgique francophone (2012-2018)



Note : Les listes non-nationales qui peuvent en fait se raccrocher à certaines formations traditionnelles ne sont pas prises en compte dans nos différents graphiques et analyses.

En ce qui concerne DéFI, les résultats sont mitigés et ne correspondent certainement pas au rôle d'outsider que certains observateurs et sondages lui conféraient avant le scrutin. Au final, le questionnement principal durant la campagne était de savoir si c'était DéFI ou Écolo qui allait bénéficier du climat négatif qui s'était développé à l'encontre des partis traditionnels. À Bruxelles, point de force historique des amarantes, la stratégie de reconduction des mandats semble avoir fonctionné. DéFI garde ses bourgmestres dans les trois communes phares que sont Schaerbeek, Auderghem et Woluwe-Saint-Lambert (bien que les voix de préférence s'érodent). En outre, le parti rentre finalement dans sept majorités bruxelloises (comme en 2012), parfois par surprise comme à la Ville de Bruxelles. En effet, dans ce dernier cas, la présence de DéFI n'était pas numériquement nécessaire à la formation d'une majorité communale. Mais comme souvent à la Ville de Bruxelles, cela semblait augurer d'accords entérinés en vue de la majorité régionale à former à l'issue de l'élection de 2019, à laquelle DéFI prendra finalement part. Dans l'ensemble, si on décortique les résultats des communales de 2018, DéFI plafonne et n'évolue pas au

niveau de ses scores électoraux, qui restent stables par rapport à 2012. Dès lors, malgré qu'elle soit encouragée par un contexte favorable, la stratégie menée en vue faire de DéFI le 4^e parti bruxellois n'a pas été très concluante dans les faits. Le parti réalise même des contre-performances, notamment à Watermael-Boitsfort, où il espérait reconquérir assez de voix que pour reprendre le mayorat laissé à Écolo en 2012, ou encore à Ixelles. Quelque peu bousculé dans son bastion bruxellois, la donne est différente en Wallonie. Nous avons souligné que sa stratégie devait être différente de Bruxelles, compte tenu d'une situation de départ divergente également (peu d'implantation locale et peu de représentation dans les conseils communaux ou au niveau régional). Il ressort que la stratégie d'attrapeur de voix se traduit bel et bien par une évolution positive en termes de votes exprimés pour ses listes. Néanmoins, cet accroissement ne s'est pas produit dans la marge qui avait été préalablement fixée par le parti. Si au lendemain des élections, le président du parti, Olivier Maingain, se réjouissait des 40 élus communaux wallons obtenus, trois jours plus tôt, il fixait encore la barre du succès à 100 conseillers en Wallonie.³⁴ Bien que le bataillon de conseillers communaux wallons DéFI se soit élargi à l'issue du scrutin local de 2018, les listes du parti enregistrent une hausse peu substantielle dans les zones du sud du pays que sa stratégie d'expansion visait, avec 3,5 % de vote en moyenne dans les communes de la Province de Namur, ou 2 % dans celles de Hainaut et de Liège. Il semble donc que DéFI a de surcroît raté son envol en Wallonie et cet échec illustre la difficulté d'implanter localement un parti qui a émergé avant tout sur un clivage national, peu structurant de la vie politique locale en Wallonie, à l'exception peut-être de quelques zones ciblées (périphérie bruxelloise du Brabant wallon ou la zone des Fourons en Wallonie). Dans une certaine mesure, l'issue des élections communales de 2018 pouvait s'avérer préoccupante pour ce parti, étant donné que son implantation en Wallonie, au plan local, poursuivait avant tout l'objectif de pouvoir rebondir, sept mois plus tard, aux régionales et législatives de mai 2019. Ne pouvant pas surfer sur la vague de succès local escompté en Wallonie, le parti ne décrochera d'ailleurs pas son premier député régional wallon à l'issue du scrutin de mai 2019, ce qui était pourtant l'un de ses objectifs principaux.

Tableau 4.4. Évolution des performances des listes DéFI, PTB et PP aux élections communales (2012-2018)

	DéFI				PTB				PP			
	% vote moyen (2018)	Évolution (2012)	N sièges (total 2018)	Évolution (2012)	% vote moyen (2018)	Évolution (2012)	N sièges (total 2018)	Évolution (2012)	% vote moyen (2018)	Évolution (2012)	N sièges (total 2018)	Évolution (2012)
Brabant wallon	4,2	+ 2,2	10	+ 9	--	--	--	--	1,2	+ 1,2	0	0
Hainaut	2	+ 1,5	7	+ 7	3,9	+ 2,9	23	+ 20	1,5	+ 1,3	3	+ 2
Luxembourg	0,2	+ 0,2	0	0	--	--	--	--	0,1	+ 0,1	0	0
Liège	2,1	+ 1,7	10	+ 9	7,2	+ 4,4	52	+ 40	2,3	+ 1,5	8	+ 6

³⁴ <https://www.lecho.be/dossier/electionscommunales2018/defi-sourit-mais-affiche-des-resultats-plutot-mitiges/10059131.html>.

	DéFI				PTB				PP			
	% vote moyen (2018)	Évolution (2012)	N sièges (total 2018)	Évolution (2012)	% vote moyen (2018)	Évolution (2012)	N sièges (total 2018)	Évolution (2012)	% vote moyen (2018)	Évolution (2012)	N sièges (total 2018)	Évolution (2012)
Namur	3,5	+ 3	13	+ 12	1,6	+ 1	3	+ 3	0,6	+ 0,5	0	0
Bruxelles	14,9	-« 1,2	102	- 8	6,7	+ 5,4	36	+ 35	0,3	+ 0,1	0	0
Total	4,4	+ 0,5	142	+ 29	4,8	+ 2,8	114	+ 98	1	+ 0,7	11	+ 8

Note : Pour chaque parti, le tableau décrit le % de vote moyen obtenu par les listes du parti dans les communes de la province en 2018 (1^{ère} colonne), l'évolution par rapport à 2012 en pourcentage de point (2^e colonne), le nombre total de sièges obtenus dans les communes de la province (3^e colonne) ainsi que l'évolution du nombre de mandataires par rapport à 2012 (4^e colonne).

Si DéFI émerge difficilement en Wallonie, les résultats du PP confirment le statut « à la marge » de ce petit parti d'extrême droite, dont la représentation au niveau local reste peu consistante. Bien que le parti engrange ici et là une augmentation des votes exprimés en faveur de ses listes, la stratégie avant tout électoraliste du parti, qui se traduit par une offre électorale extensive dans certaines zones – mais souvent peu substantielle et peu compétitive au contraire du PTB par exemple – semble avoir été peu concluante, car elle ne s'est traduite dans les urnes que par des gains minimes. De plus, récoltant en moyenne peu des voix dans les zones (semi-)urbaines des Provinces de Liège et de Hainaut qu'il avait ciblé, le parti peine en fait à parler à un électorat qui se positionne avant tout sur le socio-économique, et non sur les questions de sécurité, de mœurs ou d'immigration. Les résultats des listes du PP illustrent la difficulté pour les formations d'extrême droite de trouver un ancrage local en Wallonie et à Bruxelles dont les priorités en termes d'enjeux semblent moins coïncider avec celles de l'électorat francophone. En outre, pour les élections régionales, fédérales et européennes de mai 2019, le PP a été challengé à l'extrême droite de l'échiquier politique par les Listes Destexhe, dissidence de droite radicale du MR, concourant à un éclatement de l'offre d'extrême droite et menant probablement ainsi à leurs mauvaises performances dans les urnes par manque de cohérence. Le président du PP décidera d'ailleurs de quitter ce dernier suite l'issue négative des différentes joutes électorales en 2018 et 2019. En outre, en plus des querelles internes qui minent ce type de parti, les formations d'extrême droite rencontrent en Belgique francophone un parti politique qui remplit déjà une des fonctions qu'ils cherchent à revêtir, c'est-à-dire incarner une alternative à l'élite politique en place : le PTB.

4. EXPLIQUER LES PERFORMANCES ÉLECTORALES

Dans la mesure où le développement stratégique de l'offre des trois partis analysés semble avoir été orienté par le profil sociodémographique de l'électorat potentiel, ainsi que conditionné par le degré de nationalisation de la compétition électorale locale, nous avons fait l'exercice d'analyser si cela pouvait déterminer aussi les résultats.

Les listes de DéFI obtiennent un meilleur score en moyenne dans les communes hautement urbanisées, en majorité grâce à ses scores à Bruxelles. Si la présence accrue de listes DéFI en milieu semi-urbain illustre avant tout la volonté stratégique du parti de s'étendre vers la Wallonie, une analyse plus scrupuleuse des résultats nous montre bel et bien qu'il a peiné à bien y performer et que les efforts entrepris en vue de trouver un nouvel électorat généraliste en Wallonie ont été peu récompensés. Si l'image de DéFI à Bruxelles est plutôt claire, celle que le parti cherche à véhiculer en Wallonie ne semble pas encore l'être auprès de l'électeur. Pour le PTB, l'analyse des résultats à l'aulne du profil sociodémographique des communes est plus contrastée que pour l'offre. En effet, les listes du PTB disposent d'une moyenne en termes de votes exprimés plus élevée dans les communes moyennement urbanisées que dans celles hautement urbanisées, pourtant principales cibles de sa stratégie d'expansion. Et c'est pourtant cela qui peut expliquer son succès : le parti a proposé peu (d'offre), mais bien (performante en termes de résultats), réussissant à capitaliser sur le vote socio-économique dans les grandes villes et agglomérations qu'il a ciblées. Si l'offre du PP se déploie principalement dans les communes moyennement urbanisées, il y performe aussi faiblement que dans les communes hautement urbanisées, peinant à parler à un électorat urbain plus susceptible de se positionner sur des enjeux socio-économiques qui ne sont pas dans les priorités programmatiques du parti, mais bien dans celles du PTB. En outre, étant, des trois, le premier parti en termes d'offre en milieu rural, ses résultats y demeurent malgré tout très faibles, témoignant d'une incapacité à trouver l'électorat conservateur recherché dans ce type de communes.

Si les listes PP y sont moins performantes, ce sont celles de DéFI qui engrangent plus de votes en moyenne dans les communes où on trouve plus de diversité dans l'électorat potentiel (plus de 30 % de composante de population étrangère). Cela s'explique en grande partie par les bonnes performances des listes DéFI dans les communes bruxelloises, où la « population étrangère » renvoie en fait à des catégories sociales très diverses, dont certaines ont un profil sociodémographique favorable au parti si on pense, par exemple, aux expatriés européens vivant dans les communes de l'Est de Bruxelles. Les listes du PTB engrangent moins de votes en moyenne dans les communes très hétérogènes – ce qui contraste d'ailleurs avec leur présence conséquente au niveau de l'offre – mais des trois partis, elles ont la meilleure moyenne dans les communes moyennement hétérogènes (16-30 %) et homogènes (0-15 %). En filigrane, cela suggère que le parti performe mieux potentiellement là où la diversité de la population pourrait s'exprimer davantage à travers les inégalités socio-économiques des citoyens nationaux.

Le tableau 4.5 montre que le PTB est le parti qui, des trois, obtient les meilleurs résultats dans les communes les plus pauvres. Par conséquent, sa stratégie orientée vers des zones où il peut trouver un électorat qui vote principalement sur les enjeux socio-économiques semble porter ses fruits et se traduire de manière concluante en termes de résultats. Par contre, les résultats des listes DéFI et PP varient beaucoup moins selon l'indice de richesse, très certainement parce que les électeurs de ces deux partis ne se positionnent généralement pas prioritairement sur les enjeux socio-économiques (Delwit et al., 2019).

Tableau 4.5. Caractéristiques sociodémographiques des communes vs résultat moyen d'une liste nationale

	DéFI	PTB	PP	MR	PS	cdH	Écolo	Listes non nationales
Degré d'urbanisation des communes	% vote moyen							
Communes hautement urbanisées	12,6	11	3,7	16,4	26,8	11,3	18,2	6,6
Communes moyennement urbanisées	6,5	12,2	4,4	22,7	36,1	23,7	17	19,5
Communes faiblement urbanisées	9,7	--	2,7	37,7	21,9	14	15,4	33,4
% population d'origine étrangère	% vote moyen							
0-15	7,14	11,3	4	27,2	31,8	21,1	16,3	27,7
16-30	10,6	16,7	4,4	18,3	25,4	18,3	16,6	12,6
Plus de 30	14,8	4,8	2,8	17,8	24,8	9,4	22,8	5,8
Indice de richesse	% vote moyen							
0-90	9,4	12,2	4,2	15,8	39,1	11,4	13,5	18,8
91-105	9,9	8,9	4,6	25	30,5	23,4	16,1	28,9
Plus de 105	8,6	--	3,1	38	16	20,2	20,3	28

Note : le tableau exprime des % de vote moyen obtenu par une liste locale du parti (1^{ère} colonne), et le pourcentage de listes du parti dans la catégorie concernée (2^e colonne).

À l'instar de l'offre, les performances des listes des petits partis en 2018 peuvent aussi être mises en relation avec l'existence et les résultats obtenus par les listes nationales des partis traditionnels, mais cette fois-ci lors de la présente élection. Il apparaît alors que plus la part de votes engrangés par les listes nationales des trois partis traditionnels historiques dans une commune est faible, plus celle des listes DéFI ou du PTB est importante. D'une part, cela pourrait signifier que ces deux petits partis semblent avoir réussi à profiter de l'espace laissé à certains endroits par les partis traditionnels pour émerger et se construire un électorat local peut-être déçu des formations politiques plus classiques, notamment dans les zones urbaines où les clivages nationaux structurent fort le jeu politique local. Si la présence de listes nationales des grands partis semble conditionner l'existence et la performance des listes des petits partis, leur compétitivité semble aussi déterminer leur succès. Elles ont mieux performé dans les communes où les listes nationales des grands partis prennent moins de voix. Bien que cela demanderait un approfondissement à travers le temps, c'est donc potentiellement l'érosion du succès des listes nationales des grands partis à certains endroits (principalement dans les grandes

villes) qui semblent permettre aux listes des petits partis de s'installer et de performer localement. Néanmoins, cette interprétation se doit d'être appréhendée avec prudence, tant l'implantation et le succès des listes des petits partis demeurent peu substantiels dans l'ensemble. En effet, d'autre part, notre analyse tend à montrer aussi que les petits partis sont hautement mis à l'épreuve par l'ancrage local historique des partis traditionnels, mais aussi par des dynamiques de scrutin « de proximité » qui ne collent pas toujours avec la dimension nationale de leurs listes. C'est dès lors avant tout la capacité pour ces organisations à adapter leur offre aux évolutions diverses des systèmes politiques et partisans locaux en Wallonie et à Bruxelles qui semble pouvoir déterminer leur survie et leur expansion au niveau local dans les prochaines années.

Tableau 4.6. Caractéristiques politiques des communes vs Résultat moyen obtenu par une liste d'un petit parti

	DéFI	PTB	PP
Résultat des listes nationales apparentées aux partis traditionnels (MR/PS/cdH) en 2018	% (2018)	% (2018)	% (2018)
0-15 %	19	18,5	4
16-30 %	7	12,6	4,4
31-50 %	9,3	--	4,1
Plus de 50 %	2,1	--	1,9
Non pertinent (pas de listes nationales apparentées aux partis traditionnels)	9,8	--	2,7

CONCLUSION

Alors que la compétition électorale locale s'est longtemps – et reste largement – articulée autour des trois piliers traditionnels (PS, MR et cdH), l'offre qui se propose à l'électeur dans le scrutin communal s'est diversifiée au fil du du temps. L'objectif de ce chapitre était de se concentrer précisément sur l'offre et les performances électorales de trois « petits » et relativement « nouveaux » partis politiques francophones, DéFI, le PTB et le PP. Le scrutin local de 2018 s'est avéré un exercice important, car chacun d'entre eux a décidé d'élargir son offre par rapport à 2012.

De notre analyse, il ressort que les petits partis font fortune diverse. Le petit parti d'extrême droite (PP) a opté pour une stratégie de dépôt extensif de listes, bien souvent incomplètes. Celle-ci s'est montrée peu concluante, tant les résultats restent marginaux. Au vu également des résultats de la triple élection de mai 2019, le parti qui semble pouvoir incarner une rupture radicale en Belgique francophone se trouve à l'autre extrême de l'axe politique : le PTB. Ce parti de gauche radicale présente une stratégie de développement local plus contrôlée, en limitant le nombre de nouvelles listes qu'il proposait par rapport à 2012. Cette approche qui reflète bien la dynamique organisationnelle centralisatrice du parti s'est traduite par une marge significative dans les urnes, là où le parti s'est tactiquement pré-

senté. Il émerge par ailleurs comme le second grand gagnant des scrutins de 2018 et 2019, à côté d'Écolo. Dans une certaine mesure, comparé aux deux autres partis abordés dans le chapitre, le PTB fait moins, en termes d'offre, mais mieux en termes de résultats, proposant dès lors une offre compétitive et performante quand elle existe. Pour ce qui est des régionalistes de DéFI, ils ont décidé de mener une stratégie qui visait à s'exporter de leurs bases bruxelloises vers les grandes localités wallonnes. Si les résultats leur ont permis d'agrandir leur bataillon de conseillers communaux en Wallonie (64), DéFI peut-être perçu comme un des perdants du scrutin de 2018. La stratégie initiale du parti visait à en obtenir deux fois plus. En plus, à Bruxelles, fort d'un ancrage local historique et d'une image bien établie, le parti arrive juste à assurer ses postes de bourgmestre et ses positions dans des exécutifs, mais pas à élargir son électorat, laissant plutôt un sentiment d'échec.

Plus généralement, le chapitre a cherché à montrer que le développement et l'efficacité des stratégies d'implantation locale des « nouveaux » « petits » partis restent limités et peu substantiels, car hautement mis à l'épreuve par l'hégémonie historique des partis traditionnels dans les systèmes politiques locaux, ainsi que la singularité de l'élection et du niveau local. Les listes des petits partis semblent se développer et performer avant tout dans des communes urbaines, (1) où ils ont plus de chances arithmétiquement d'obtenir des sièges, (2) où les clivages nationaux sont saillants et les systèmes locaux de partis « nationalisés » (présence de listes nationales des partis traditionnels), (3) mais où le soutien aux listes nationales des grandes formations s'érode progressivement (fragmentation). Nous avons suggéré toutefois d'interpréter cette observation avec prudence car c'est une configuration locale peu dominante en Belgique francophone (limitée aux grandes villes). En effet, ces organisations « de plus petite taille » peinent à trouver des racines dans la majeure partie du territoire wallon, c'est-à-dire, en milieu (semi-)rural. Les logiques « de proximité » de la politique locale wallonne ne semblent pas coller avec l'essence partisane nationale des listes de ces trois partis. Ces dynamiques de scrutin tendent plutôt à favoriser les partis traditionnels et leurs personnalités, bien qu'ils se déploient en compétition aujourd'hui souvent sous une mouture non nationale. Pourtant, au vu d'une élection de plus en plus locale sur l'ensemble du territoire (Dodeigne, 2018), il semble que ce soit bel et bien la capacité des nouveaux partis à s'implanter dans des zones où les électeurs locaux votent moins selon les clivages nationaux, qui pourra déterminer la marge de leur succès dans le futur.

BIBLIOGRAPHIE

- Blaise, P., Demertzis, V., Faniel, J., Istasse, C., & Pitseys, J. (2018). « La préparation des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2381-82, 5-168.
- Dandoy, R., Dodeigne, J., Matagne, G., & Reuchamps, M. (2013). *Les élections communales de 2012 en Wallonie*. Bruges : Vanden Broele.

- Delwit, P., & De Waele, J.-M. (1996). « La gauche de la gauche : le parti communiste, le parti du travail, le parti ouvrier socialiste et gauches unies ». In Delwit, P., & De Waele, J.-M. (Eds.). *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 215-31.
- Delwit, P. (2011). « L'extrême droite en Belgique francophone : (non)positionnements institutionnels et implantations électorales », *Fédéralisme Régionalisme*, Volume 2 : 2001-2002 – Extrême droite et fédéralisme <http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=248>.
- Delwit, P. (2014). *PTB. Nouvelle gauche, vieille recette*. Lie?ge : Luc Pire.
- Delwit, P., Ognibene, M., Paulis, E., & Van Haute, E. (2019). « Premières pièces du puzzle électoral à Bruxelles le 26 mai 2019. Analyses liminaires des données issues de l'enquête sortie des urnes ». Publication du CEVIPOL en ligne : https://www.researchgate.net/publication/334042114_Premieres_pieces_du_puzzle_electoral_a_Bruxelles_le_26_mai_2019_Analyses_liminaires_des_donnees_issues_de_l%27enquete_sortie_des_urnes.
- Delwit, P., Close, C., Ognibene, M., & Lebrun, R., (2019). « Comprendre le vote du 26 mai 2019 en Wallonie. Analyses des données issues de l'enquête sortie des urnes ». Publication du CEVIPOL en ligne : https://www.researchgate.net/publication/334389819_Comprendre_le_vote_du_26_mai_2019_en_Wallonie_Analyses_des_donnees_issues_de_l%27enquete_sortie_des_urnes.
- Deschouwer, K. (2012). *The Politics of Belgium. Governing a divided society*. London : Palgrave Macmillan.
- Dodeigne, J. (2018). « Quelles leçons tirer du scrutin local du 14 octobre 2018 en Wallonie et a? Bruxelles ? ». Dossier de presse. En ligne : <http://dailyscience.be/NEW/wp-content/uploads/2019/02/analyse-scrutin-octobre.pdf>.
- Dohet, J., & Faniel, J. (2009). « La gauche radicale toujours en quête d'unité », *La Revue nouvelle*, n° 5, 6-10.
- Dohet, J., & Faniel, J. (2012). « La gauche anticapitaliste en Belgique : entre fragmentation et tentatives d'unité », In De Waele, J.-M., & Seiler, D.-L. (Eds.). *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*. Paris : Economica, 274-91.
- Dohet, J., Faniel, J., Govaert, S., Istasse, C., Nassaux, J.-P., & Wynants, P. (2014). « Les partis sans représentation parlementaire fédérale », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2206-07.
- Dujardin, V., & Delcorps, V. (2014). *DFD. 50 ans d'engagement politique*. Bruxelles : Racine.
- Jacquemin, K. (2017). « Le Parti Populaire de Belgique ». Article paru sur le blog de Mediapart. <https://blogs.mediapart.fr/kenzojacquemin/blog/301117/le-parti-populaire-de-belgique>.

- Norris, P. (2011). *Democratic Deficit : Critical Citizens Revisited*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Pilet, J.-B., Dassonneville, R., Hooghe, M., & Marien, S. (2014). *L'électeur local. Le comportement électoral au scrutin communal de 2012*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Spoon, J.-J. (2011). *Political Survival of Small Parties in Europe*. Ann Harbor : University of Michigan Press.
- Tavits, M. (2008). « Party Systems in the Making : The Emergence and Success of New Parties in New Democracies », *British Journal of Political Science*, 38(1), 113-133.
- Van der Meer, T. (2017). « Political Trust and the 'Crisis of Democracy' », *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, Published Online, DOI : 10.1093/acrefore/9780190228637.013.77.
- Wolinetz, S. (2002). « Beyond the Catch-All Party : Approaches to the Study of Parties and Party Organization in Contemporary Democracies ». In Gunther, R., Montero, J., & Linz, J. (Eds.). *Political Parties : Old Concepts and New Challenges*. Oxford : Oxford University Press, 136-65.